

Compte rendu de l'atelier sur l'éducation

Le vendredi 21 juillet 2000

M. José Octavio Bordón, ministre de l'Éducation de la Province de Buenos Aires et ex-président de la Commission internationale sur l'éducation, l'équité et la compétitivité dans les Amériques du Programme pour la promotion de la réforme éducative en Amérique latine (PREAL), rappelle d'abord que le thème de l'éducation a été dominant lors du II^e Sommet des Amériques, tenu au Chili en 1998, et qu'à cette occasion les chefs d'État et de gouvernement ont pris des engagements précis. Entre autres, ils se sont engagés à garantir, d'ici 2010, l'enseignement primaire à 100 % des jeunes et l'enseignement secondaire à 75 % d'entre eux. Malgré des objectifs d'éducation au multiculturalisme et de coopération accrue, il juge qu'on est encore très loin des buts visés. Il nous met d'ailleurs en garde contre l'évaluation strictement quantitative des progrès et souligne les grandes disparités sur le plan qualitatif entre les différents pays des Amériques.

Il exprime ensuite l'espoir que l'on donne à l'éducation le rôle essentiel qui lui revient dans le développement, tout en rappelant que le développement est précisément l'une des conditions donnant accès à l'éducation. Il relie cette problématique à un débat éthique sur le rôle des Parlements et des gouvernements pour l'atteinte d'une société plus équitable. Les leaders politiques doivent donc s'assurer que les conditions essentielles à une éducation adéquate soient rassemblées pour garantir l'égalité des opportunités pour tous. Entre autres conditions, il identifie la nutrition, la santé, les structures culturelles de même que des investissements publics et privés complétés par le soutien financier d'organismes internationaux. Il ajoute que les nouvelles technologies constituent un langage nouveau à connaître, de nouveaux outils à acquérir et à maîtriser.

Les progrès réalisés à l'échelle mondiale depuis 1990 sont mitigés, comme en témoigne les 120 millions d'enfants d'âge scolaire qui ne vont toujours pas à l'école et les 150 millions qui ne savent ni lire ni écrire. Ces statistiques sombres doivent inciter les décideurs publics, quand ils fixent les objectifs et les stratégies en éducation, à identifier également les obstacles et les façons de les surmonter.

Les écarts de richesse et les iniquités entre les pays du continent se traduisent évidemment par le niveau d'éducation. On doit être préoccupé du fait que la pauvreté empêche l'éducation d'être l'outil clé pour améliorer les conditions de vie de la population et la confine à un cercle vicieux: celui des écoles pauvres, avec des professeurs pauvres pour des enfants pauvres. De plus, à l'ère des nouvelles technologies, l'écart s'agrandit encore si tous les jeunes du continent n'ont pas accès au langage informatique, ce qui est malheureusement le cas dans les Amériques.

Étant donné qu'il faut au moins une décennie pour réaliser des progrès sensibles en éducation, les dirigeants politiques doivent en arriver à des consensus solides, par delà les lignes partisans, pour s'assurer que les objectifs et les programmes survivent aux gouvernements. Pour pallier les écarts importants entre les différents pays, les pays développés doivent accroître leurs efforts de coopération et témoigner d'une solidarité plus grande pour l'Amérique latine si l'on veut atteindre les objectifs fixés en 1998 à Santiago (Chili) par les présidents Clinton (É.-U.) et Cardoso (Brésil), pour qui l'éducation doit être un instrument clé de l'intégration, un outil mis à la disposition des peuples pour changer l'histoire.

Le deuxième conférencier, M. Cristovam Buarque, Président de *Missão Criança* et ex-gouverneur du District fédéral du Brésil, soutient que, pour que l'éducation soit un outil efficace en vue de l'atteinte d'une plus grande équité sociale, il ne suffit pas d'éduquer seulement les enfants et les pauvres. Le plus important est d'éduquer l'élite du pays, c'est-à-dire les leaders, les gouvernants, les dirigeants de la société, afin qu'elle perçoive enfin que l'élimination de la pauvreté ne découle pas seulement de l'augmentation de la richesse. En effet, s'il est vrai que sur le plan individuel la pauvreté s'oppose à la richesse, cette antithèse n'est pas directement transférable à la société entière, et ce précisément parce que la richesse est concentrée entre les mains de quelques-uns sans qu'on ne soit encore parvenu à une distribution équitable de la croissance, pourtant présente dans les Amériques au cours des dernières décennies.

Il juge essentiel que les parlementaires et les autres leaders sociaux soient pleinement conscients de ce que signifie «être pauvre». Il propose une définition qui, au delà du simple revenu bas, comporte également le manque des six choses suivantes: la nourriture, un habitat avec de l'eau potable, l'accès à l'éducation, à un système de santé adéquat, à la sécurité et à la justice ainsi qu'un système de transport public de qualité. Selon lui, si une personne a accès à tous ces éléments, peu importe son salaire, elle n'est pas pauvre; par contre, si une personne n'a pas accès à ces éléments, elle a besoin d'être très riche pour se les offrir. Il suggère donc de viser d'abord la «non-pauvreté», quelque part entre richesse et pauvreté, dans un effort pour combattre concrètement la concentration excessive de la richesse, au cœur du problème des iniquités qui caractérisent nos sociétés.

Devant ce qu'il qualifie de «mensonge du développement», soit l'illusion que les riches emploient les pauvres pour les sortir de la pauvreté alors qu'ils le font pour s'enrichir à leurs dépens, il propose de mobiliser les pauvres et les exclus afin qu'ils produisent ce dont ils ont besoin pour améliorer l'éducation de leurs enfants et briser le cercle vicieux où ils se trouvent. Concrètement, il propose d'étendre le programme *Progresa* au plus grand nombre possible de familles pauvres du continent. Inspiré du système de bourses post-graduées qui permet à plusieurs diplômés de familles riches de poursuivre leur formation, le programme *Progresa* paie une somme mensuelle à la mère de famille pauvre pour que tous ses enfants aillent s'instruire et aient l'opportunité de recevoir une formation essentielle. Considérant qu'en Amérique latine et dans les Antilles quelque 22 millions d'enfants ne vont pas à l'école ou travaillent alors qu'ils sont encore en âge de faire leurs études primaires et secondaires, un tel programme, qui a porté ses fruits au Brésil et au Mexique, n'élimine pas la pauvreté mais crée des conditions favorables pour permettre aux jeunes d'échapper un jour à la pauvreté. L'objectif fondamental est que tous les jeunes effectuent avec succès toutes leurs études primaires et secondaires et que tous les enfants des familles pauvres assistent vraiment à leurs cours. La bourse mensuelle n'est d'ailleurs versée à la mère que si tous ses enfants ont fréquenté l'école et qu'ils ne se sont pas absentés plus de deux jours par mois.

M. Buarque rappelle que pour que l'éducation soit un moteur d'équité, il faut que les dirigeants perçoivent enfin que le chemin pour réduire la pauvreté n'est pas le même que celui qui permet d'augmenter la richesse; si la solution aux problèmes sociaux passe par l'économie, elle ne réside pas entièrement dans l'économie. Il propose donc que le programme *Progresa* soit mis en place un peu partout sur le continent pour compléter la Recommandation sur l'éducation, qu'il juge trop générale.

La troisième conférencière, Mme Patricia Gudiño, est directrice exécutive du Collège des Amériques (COLAM), qui s'efforce de susciter la coopération entre les universités du continent américain par des réseaux de formation et de recherche visant à assurer aux pays des Amériques les bénéfices de l'actuel processus d'intégration tout en préservant leur diversité culturelle. La Chaire interaméricaine de recherche sur les stratégies parlementaires face aux processus d'intégration du COLAM a pour objectif principal de développer un programme de recherche qui mène à une meilleure compréhension du rôle des Parlements dans le processus d'intégration économique, sociale et culturelle des Amériques. Le COLAM vise notamment à accroître la participation universitaire en vue de l'atteinte des objectifs d'enseignement primaire et secondaire adéquat pour tous les jeunes du continent, dans la foulée du Plan d'action du Sommet de Santiago.

Depuis 1997, le COLAM a contribué à renforcer la collaboration universitaire en créant des réseaux de formation et de recherche voués à l'amélioration des programmes d'enseignement, en développant la formation continue dans les secteurs privé et public et en travaillant au renforcement de la compréhension interculturelle et de la démocratie dans les Amériques. Fort de l'appui d'un grand nombre d'universités, le COLAM ne conçoit jamais ses programmes dans un cadre national ou bilatéral, mais plutôt dans une perspective interaméricaine. Il privilégie une approche multidisciplinaire et fait une large place aux nouvelles technologies de l'information dans le traitement de thèmes d'intérêt continental. Il compte actuellement quatre programmes fondamentaux: un qui s'adresse particulièrement aux jeunes universitaires de 18 à 25 ans, un qui constitue un réseau interaméricain de formation continue centrée sur les besoins des régions et des localités, et deux autres axés respectivement sur les chaires de recherche et sur la gestion.

En raison de la pertinence des nombreux thèmes continentaux abordés lors des séminaires tenus dans différents pays, des liens avec la société civile, de la mobilité des étudiants et des transferts éducatifs et technologiques que favorise le COLAM, les participants en font une évaluation très positive. Selon eux, cette mise en réseau de la recherche continentale permet un haut niveau de partage d'expériences interculturelles qui ne serait pas possible si les étudiants étaient isolés dans leur pays, et ce en dépit des liens Internet qui favorisent néanmoins les communications. En outre, les échanges fréquents entre les chercheurs du COLAM et les législateurs de la COPA contribuent à définir plus clairement des stratégies parlementaires pour les Amériques et à appuyer concrètement les efforts de formation continue dans les secteurs public et privé. Les défis du COLAM ne sont donc pas uniquement académiques et financiers; il vise la mobilisation de la communauté universitaire, des secteurs public, privé et parlementaire ainsi que de la société civile en vue d'une participation intégrée de tous les secteurs aux projets éducatifs, clés du développement durable.

Pendant les discussions, on a indiqué que le Réseau des femmes parlementaires des Amériques avait décidé de donner suite à la proposition de M. Buarque et d'implanter des projets-pilotes sur le modèle du programme *Progresa* dans quelques autres pays du continent, en prenant soin de rappeler que l'éducation fonctionne lorsqu'elle est progressive, universelle et continue. Entre autres obstacles à l'égalité des opportunités en éducation et particulièrement à l'amélioration des conditions économiques des femmes, on a souligné le problème épineux du nombre croissant de grossesses chez les adolescentes, qui hypothèquent lourdement la poursuite des études des jeunes femmes et les confinent encore trop souvent à des rôles domestiques. De plus, on a fait remarquer que le problème du financement de l'éducation ne découle pas surtout de la dette extérieure des pays, car le plus souvent les ressources financières seraient disponibles si ce n'était de la corruption, de l'inefficience des dirigeants et des détournements fiscaux qui accroissent les iniquités. Cependant, l'effacement ou le refinancement de la dette ainsi que la réduction du budget consacré à l'armement demeurent des moyens envisagés pour dégager des ressources supplémentaires pour l'éducation. On suggère aussi de ne pas seulement s'efforcer de payer la dette financière envers les banques, mais également la dette sociale envers les enfants, les pauvres, les femmes et l'écologie. Or, pour y arriver, les parlementaires doivent réorienter sérieusement les priorités pour favoriser vraiment l'avancement de l'éducation et pour s'assurer que la privatisation de l'éducation découlant de la mondialisation et les progrès technologiques ne viennent pas exclure un autre pourcentage de la population du continent. La responsabilité des parlementaires est donc à la fois au cœur des progrès en éducation et du partage équitable des avancées que connaîtra ce domaine au cours de la prochaine décennie.